

# AUFRUHR

Traductions du journal d'agitation Aufruhr, Zurich, 2012-2013

## Critique de la société idéale

### Liberté

### Société ou prison ?

### Sans illusions

### Insurrection

Kritik der idealen Gesellschaft, traduit de l'allemand de Aufruhr (Zurich) n°1, novembre 2012, p.2

Freiheit, traduit de l'italien de Aufruhr (Zurich) n°1, novembre 2012, p.1

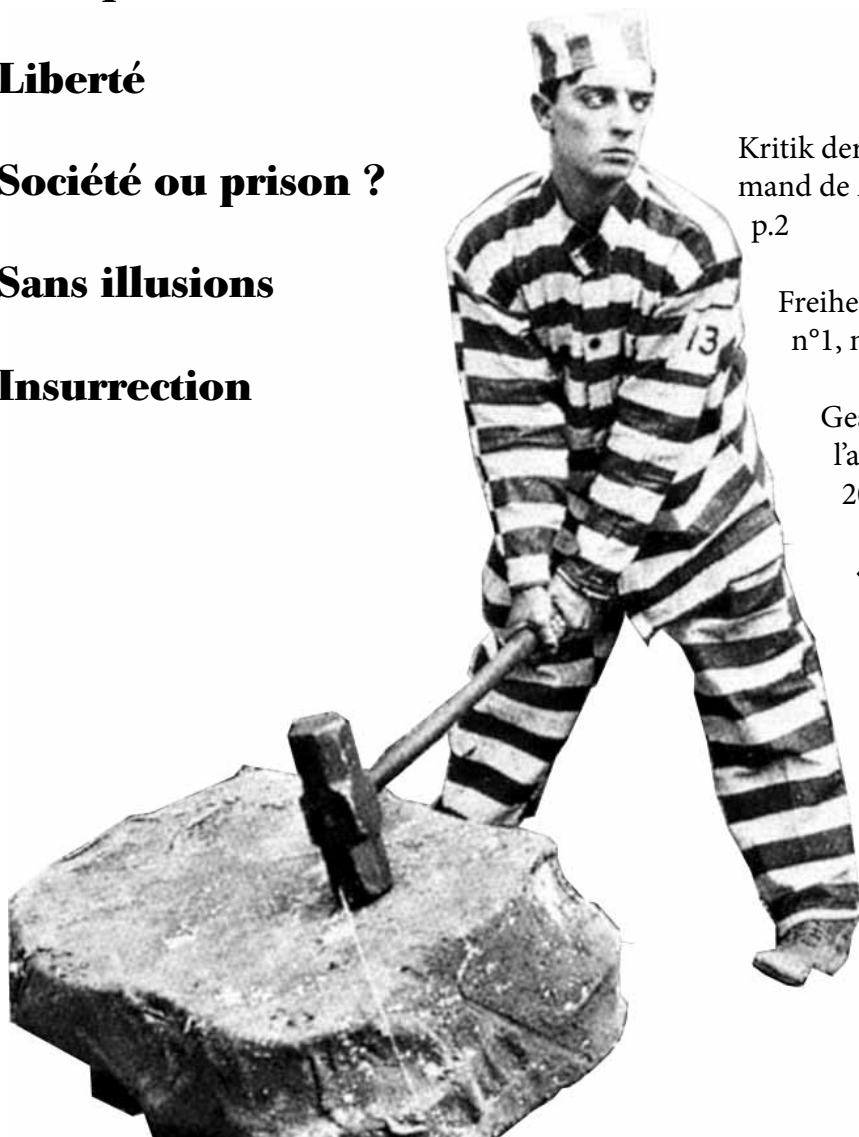
Gesellschaft oder Gefängnis ?, traduit de l'allemand de Aufruhr (Zurich) n°4, février 2013, p.1

«Nein» sagen bringt nichts, greifen wir an !, tract d'octobre 2012 distribué lors d'une manif, traduit de l'allemand de Aufruhr (Zurich) n°5, mars 2013, p.1

[Traductions reprises de Subversions, n°2 et 3]

Aufstand, affiche vue sur les murs de Zurich, reprise dans Aufruhr (Zurich) n°10, août 2013

[Traduction reprise du site non fides]



Compilées à l'occasion de la discussion avec des anarchistes de Zurich autour de la lutte contre la construction du nouveau Centre de police et justice (PJZ), complexe regroupant commissariats, tribunaux et prisons.

Jeudi 14 novembre 2013, bibliothèque Libertad, Paris  
Samedi 16 novembre 2013, bibliothèque Acrata, Bruxelles

# Critique de la société idéale

NN, novembre 2012

*Avec la question de la révolution, se pose presque immédiatement pour pas mal de monde, celle de « l'après-révolution ». Beaucoup de celles et ceux qui veulent en finir avec les conditions dominantes se représentent alors les possibilités qui s'ouvriraient, comme ceci ou comme cela.*

2

Ces représentations peuvent bien sûr constituer une motivation supplémentaire pour lutter ici et maintenant. Mais une façon importante d'aborder ce thème reste pour nous problématique : celle qui consiste à établir des plans élaborés pour la société à venir. Et ne parlons même pas des fantasmes de conquête du pouvoir pour ériger un nouvel Etat – bien que celui-ci doive soi-disant se dissoudre ; si ces plans venaient à se réaliser, leurs partisans seraient sans aucun doute nos ennemis. Cependant, même chez les révolutionnaires qui ne veulent pas se prononcer en faveur de l'autorité, certains éprouvent également un grand besoin d'opposer une autre société à celle-ci. Cette société opposée devrait par exemple garantir la pleine liberté (y compris parfois avec des droits, ce que je ne développerai pas davantage ici). Des traités interminables la glorifient pour n'exclure personne et la rendre possible (avec en sus la paix, la joie et les œufs pour l'omelette...). Lorsqu'on leur demande « à quoi ressemblerait donc une société libre ? », la réponse est souvent d'une légèreté époustouflante. Plus ou moins convaincante selon les exemples, elle est sensée, c'est du moins ce que leurs auteurs espèrent, convaincre tout être humain doté de raison. Beaucoup en ont d'ailleurs été persuadés, ils sont allés sur les barricades et ont vécu leur vie pour cela. Que cela ait eu lieu au nom d'un paradis qui ne peut bien-sûr jamais être atteint en tant que tel, est un reproche que l'on peut adresser à juste titre aux modèles de société, même anarchistes. Mais la problématique qu'ils posent va bien au delà. Car accepter de tenter de démontrer que « l'Anarchie fonctionne », c'est rentrer dans le jeu et l'horizon de ceux qui ne se représentent la vie que comme fonctionnalité.

Elaborer des modèles sociaux a évidemment pour objectif d'accoler quelque chose de positif à la critique en négatif que porte l'anarchisme. La plupart du temps, cela se veut une sorte de

réponse à ceux qui refusent la critique anarchiste avec l'argument « *tout cela est bien vrai, mais quelle serait la meilleure solution pour vous ?* ». Au lieu de répondre « l'Anarchie » justement, soit la négation de toute autorité, on tente d'orner cette négation de magnifiques images positives ; ce qui amène bien souvent l'utopie à ressembler étrangement à l'existant, notamment lorsque c'est une perspective de gestion de la société qui s'exprime, une perspective censée rendre le tout attrayant et rassurant pour les citoyens. Dans une telle perspective, c'est la vie même, celle qui échappe toujours à tout systématisme, qui reste absente, car c'est un facteur de perturbation de toute « société fonctionnelle ». Malgré tout, les partisans de la « société idéale » continuent inlassablement d'affirmer que telle ou telle société assure la liberté pour tous et toutes (ce que les sociétés actuelles prétendent d'ailleurs aussi d'elles-mêmes), en étayant leurs propos par quelques connaissances intelligentes destinées à démontrer que cela marcherait.

Elaborer des recettes pour une société utopique requiert une bonne dose d'images positives de l'être humain, garantissant qu'une fois satisfaits les besoins, il se montrera accessible, social et doux comme un agneau, et que cet agneau développera même toutes ces qualités de sa propre volonté. C'est d'ailleurs pour cela que sont élaborés des concepts qui doivent englober tout le monde, afin que tous soient libres et que tout conflit soit « inutile ». Ces concepts ne sont pas non plus présentés comme des expérimentations, mais comme une



solution définitive : si tous venaient à vivre selon ce modèle, il n'y aurait plus de raison pour de « mauvaises actions ».

Ainsi, le souhait d'une société parfaite est généralement suivi de l'exigence de maîtriser l'individu, pour ne pas courir le risque qu'implique la perte de contrôle ; que les individus puissent prendre des décisions asociales, qu'ils ne fassent pas ce que ne veut pas la société (en question). Pour empêcher cela, il ne s'agirait bien entendu pas d'employer la force brute des dominants –encore reconnue comme telle dans cette critique superficielle de l'autorité–, non, les moyens utilisés seraient des contraintes invisibles, celles de la pédagogie, de l'éducation ou de la nouvelle morale. On promet cette domestication, justement pour convaincre à tout prix les ennemis de l'Anarchie : « *L'Anarchie n'est pas le cauchemar que vous vous en faites, c'est l'état auquel doit aspirer chaque homme bon* » bredouille-t-on. La plupart du temps, les citoyens comprennent bien où on veut en venir : ces chimères sont naïves, ces utopies sont bien belles, comme des marchandises à consommer qui ne font que confirmer leur désintérêt du monde. De telles conceptions ne les égratignent guère, parce qu'au fond, elles ne changent rien à leur vie actuelle...

Dans cette optique, la lutte serait désormais menée au nom de la société future, et non plus à partir de la vie quotidienne ; ce n'est plus la lutte pour sa propre vie, selon son propre goût, mais sa soumission à un idéal supérieur, vers lequel il n'y a plus que des chemins stratégiques à emprunter. C'est notamment à partir de là que découlent la discipline et les autres saloperies du même tonneau. Et aussi que chaque révolte, chaque acte violent contre les conditions actuelles doit ensuite être légitimé en empruntant le détour de la lutte pour l'Idéal. Peut-être est-ce même pour cela que tant de monde réclame la liberté uniquement pour les prisonniers politiques, celles et ceux qui sont en prison pour le noble idéal politique.

**E**n réalité, disons-le tout net, nous n'avons besoin d'aucune légitimation pour nous battre contre l'Etat et la société. Quand nous attaquons cet ordre, pourquoi ne pas dire « *parce que c'est ce que nous voulons* », « *parce que nous avons reconnu qui sont nos ennemis* », et pas en raison de la justification supérieure par l'Idéal ? Et si nous nous efforçons de mener avec le plus grand sérieux la lutte contre l'autorité, en imaginant même des plans pour provoquer la fin de cet ordre, pour créer des relations qui ne reposent pas sur l'oppression, si nous nous demandons comment nous pouvons atteindre cela ; alors c'est simplement parce que

nous en avons besoin. Certes, les modèles sociaux surgissent également de ce besoin, mais ils proviennent aussi d'une autre nécessité, celle de régler les questions de la vie de toutes et tous – et une fois pour toutes. Ils prétendent ainsi nous délivrer de la responsabilité qu'implique bel et bien la liberté. Ils enferment le jeu dangereux de la vie dans des concepts qui excluent les expériences chaotiques les plus diverses et les plus magnifiques.

Et là, on retombe sur les cauchemars du citoyen : qu'on puisse venir lui gâcher le petit monde sacré qui constitue sa sphère privée. Qu'il s'avère que les besoins qu'il a et considère comme ceux de l'« être humain » ne sont que ses propres besoins d'adaptation, de médiocrité et de contrôle.

A l'encontre de la vision des bâtisseurs de société, nous ne pouvons parler que de nos propres besoins, et nous pensons que seul l'apprentissage de la liberté la rend possible. Les besoins de « l'être humain » nous intéresseront peut-être quand nous nous retrouverons en eux, mais ce sera toujours une toute autre liberté que nous ne pourrions expérimenter que dans la rupture avec toutes les valeurs de l'autorité. Si nous arrivons un jour à jouir de la possibilité d'en faire l'expérience sur une ampleur sociale telle que le monde ne l'a jamais connue (et cela reste notre intention), le plus important pour étendre la liberté ne sera ni l'élaboration d'un concept sur la répartition des biens, ni la construction d'un processus de prise de décisions parfait, mais l'approfondissement d'une *capacité à la liberté* (et à sa défense), d'une capacité à entrer en relation les uns avec les autres ; et la pleine attention à l'Ici et Maintenant, plus que vers une projection future. La question n'est donc pas quelle serait la solution définitive, mais comment nous (inter)agissons, quels chemins nous



empruntons et ce que nous faisons des possibilités qui se présentent à nous. Cette manière d'aborder les choses permet également de diffuser socialement les idées anarchistes, mais sans avoir pour obsession d'augmenter le nombre des partisans de quelques rêves d'avenir.

Tout discours sur l'élaboration d'une solution-modèle revient en effet d'une manière ou d'une autre à abandonner la responsabilité individuelle. Un « ordre social » peut fonctionner, et son fonctionnement ne dépend pas de moi. Un « ordre social » me donne de la liberté, et je n'ai donc plus aucune raison de prendre ma liberté, car en fin de compte tout le monde est libre dans une « société anarchiste », n'est-ce pas... Pourvu que nous n'atteignons jamais cet état ! Un état, où la liberté se résume au fonctionnement passif, qui ne connaît plus de changement. Un état privé de contradic-

tions. Car si jamais devait exister un état que les gens, moi y compris, doivent comprendre comme un état final, comme perfection, ce serait la fin de la vie toujours changeante et se développant librement. Ce serait « le meilleur des mondes », tel qu'il se présente à nous aujourd'hui déjà.

Ce n'est pas que je ne puisse pas m'imaginer une société parfaite, tout simplement je m'y refuse ! Car tout état qui me veut passif – comme un simple membre –, exclut mon activité propre. Et si jamais quelqu'un arrive et dit « *ce que nous vous proposons, c'est la liberté réalisée* », nous lui dirons : la liberté ne peut être donnée, elle est ce que nous prenons et s'élève mille lieux au-delà de la platitude de tout modèle.

★

# Liberté ?

---

Un compagnon d'aventure de Spartacus, novembre 2012

---

4

*Comme beaucoup, si ce n'est presque tout le monde, nous sommes pour la liberté. Mais alors, vu que notre société prétend se fonder sur le principe de liberté, pourquoi nous retrouvons-nous si souvent en conflit avec elle ?*

Ce conflit, qui du reste a toujours existé sous des formes différentes, naît d'une compréhension radicalement différente du sens de la liberté ; un mot qui, au cours de l'histoire, a toujours prêté à confusion, vu qu'il a pris des sens différents selon le contexte social et les personnes qui l'ont utilisé.

Si on se tourne vers le passé, on peut voir comment dès l'antiquité, dans les sociétés grecques et romaines, la liberté correspondait pour une partie de la population au concept de citoyen (de la polis ou de la République). Un homme considéré comme libre était alors un homme qui participait à la vie politique de la société. Dans les polis grecques, sources d'inspiration pour la démocratie moderne, l'homme libre participait par exemple aux clubs et aux assemblées, qui fonctionnaient sous forme de démocratie directe, pour décider du destin de sa cité. L'homme libre avait besoin pour exister de son opposé, la femme et l'esclave : un individu qui n'était pas considéré comme un être humain et ne pouvait pas décider de sa propre vie, et dont le travail libérait le temps nécessaire à l'homme libre pour «faire de la politique». De

l'autre côté de la société, celle des esclaves, la liberté prenait en revanche un sens différent. Ce sens n'était pas celui d'un devenir-citoyen, mais signifiait au contraire de devoir nier sa propre condition d'esclave, une négation qui impliquait aussi la négation du concept même de citoyen. Il signifiait retrouver la faculté de pouvoir décider de sa propre vie. Ces idées opposées de liberté furent notamment à la base des insurrections d'esclaves, qui ont surtout marqué l'époque romaine, dans laquelle la seule manière de nier leur condition était la fuite ou la rébellion ouverte, les armes à la main, contre la société.

Même si beaucoup de choses ont certainement changé, on se trouve aujourd'hui face au même dilemme. D'un côté, le sens de la liberté est défini à l'intérieur de notre société comme des possibilités limitées et garanties par cette même société, à travers des lois générales et une morale commune. Des possibilités qui, comme on peut facilement le deviner, dépendent en réalité de notre position sociale à l'intérieur de la société, qui elles-mêmes augmentent avec la quantité d'argent disponible et notre statut : celui qui est plus riche possède plus de possibilités (matérielles, culturelles et de passe-temps), et celles-ci sont bien différentes pour celui qui ne possède rien ou peu, condamné à la survie et à l'absence de véritables choix. Mieux même, celui qui se révolte contre l'état des choses

actuel est isolé et enfermé. La liberté des uns signifie donc en réalité la privation de liberté et l'exploitation des autres.

D'un autre côté, il existe la liberté, celle dont parlent les anarchistes, et qui est quelque chose de complètement différent. Il ne s'agit pas d'une augmentation des choix possibles, mais au contraire de l'expression de toutes les possibilités, des possibilités différentes qui peuvent se déployer dans le rapport avec les autres. Il s'agit donc d'un absolu et pas d'un concept quantifiable, d'une totalité ou, en deux mots plus simples : on est libres ou on ne l'est pas. On ne peut être plus ou moins libres, comme pour un esclave avoir une chaîne plus longue ne peut signifier être moins esclave. Notre liberté est quelque chose qui ne peut être enfermé à l'intérieur de lois et de règles valables pour tous, mais est ce qui naît du libre accord entre individus.

On comprendra facilement qu'une telle liberté ne peut exister sans remettre en cause le monde où nous vivons chaque jour et sans nous affronter à lui. C'est le même constat qu'ont fait il y a plus de deux mille ans Spartacus et ses milliers de compagnons d'aventure, quand ils se sont rebellés contre la République. Une leçon du passé, dont nous pouvons peut-être encore tirer quelque chose aujourd'hui...

★

*«Repoussés cent fois, nous repartons pour la cent unième fois à l'attaque. Ceux qui proclament la mort de l'anarchisme sont vraiment de faux prophètes ! Tant qu'existeront exploitation et esclavage, il ne pourra pas mourir.»* Voilà les paroles avec lesquelles un journal anarchiste débuta sa publication il y a plus de cent ans à Zurich, et ce sont avec ces mots que nous voulons à notre tour commencer le nôtre, *Aufbruch* (émeute, révolte). Les temps ont changé, et avec eux les formes de servitude, mais notre idée sans compromis de liberté est restée la même. Une liberté inconciliable avec toute forme de domination, qu'elle soit dictatoriale ou démocratique, brutale ou subtile, matérielle ou psychologique. Et c'est ce désir ardent de liberté, non comme un lointain idéal, mais ici et maintenant, qui nous portera éternellement sur le sentier de la rébellion...

[Editorial du n°1, novembre 2012]

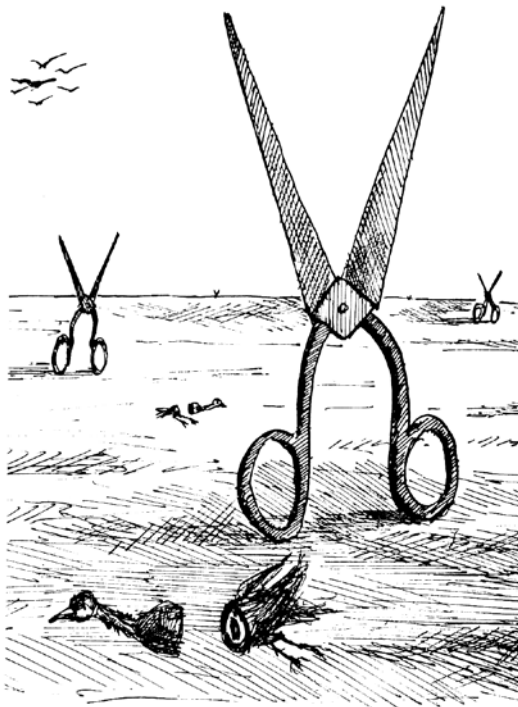


Renverser un gouvernement – c'est tout pour un révolutionnaire bourgeois. Pour nous, ce n'est que le commencement de la Révolution sociale. La machine de l'Etat une fois détraquée, la hiérarchie des fonctionnaires tombée en désorganisation et ne sachant plus dans quel sens il faut marcher, les soldats ayant perdu confiance en leurs chefs – bref, l'armée des défenseurs du Capital une fois mise en déroute –, c'est alors que se dresse devant nous la grande œuvre de démolition des institutions qui servent à perpétuer l'esclavage économique et politique. La possibilité d'agir librement est acquise – que vont faire les révolutionnaires ?

A cette question, il n'y a que les anarchistes qui répondent : – «*Pas de gouvernement, l'anarchie !*» Tous les autres disent : – «*Un gouvernement révolutionnaire !*» Ils ne diffèrent que sur la forme à donner à ce gouvernement élu par le suffrage universel, dans l'Etat ou dans la Commune ; les autres se prononcent pour la dictature révolutionnaire.

Un «*gouvernement révolutionnaire*» ! Voilà deux mots qui sonnent bien étrangement à l'oreille de ceux qui se rendent compte de ce que doit signifier la Révolution Sociale et de ce que signifie un gouvernement. Deux mots qui se contredisent, se détruisant l'un l'autre. On a bien vu, en effet, des gouvernements despotiques – c'est l'essence de tout gouvernement d'être pour la réaction contre la révolution et de tendre nécessairement au despotisme ; – mais on n'a jamais vu un gouvernement révolutionnaire, et pour cause. C'est que la révolution – synonyme de «désordre», de bouleversement, de renversement en quelques jours des institutions séculaires, de démolition violente des formes établies de la propriété, de destruction des castes, de transformation rapide des idées admises sur la moralité, ou plutôt sur l'hypocrisie qui en tient la place, de liberté individuelle et d'action spontanée – est précisément l'opposé, la négation du gouvernement, celui-ci étant synonyme de «l'ordre établi», du conservatisme, du maintien des institutions existantes, la négation de l'initiative et de l'action individuelle.

# SOCIETE OU PRISON ?



NN, Zurich, février 2013

6

*Une des caractéristiques frappante de la société actuelle est, selon nous, la présence toujours plus pénétrante du contrôle dans chacun des aspects de la vie sociale. Nous entendons par contrôle la capacité que peut avoir une société à déceler et punir les comportements considérés comme inadaptés, ainsi qu'à empêcher d'autres actes répréhensibles, pour assurer sa stabilité. Ce qui a changé par rapport au passé, ce n'est pas le durcissement des lois, mais la capacité à les faire respecter.*

*Ce contrôle social est rendu possible par différents facteurs, de l'évolution technologique à la gestion des villes (qui mérite d'être approfondie, peut-être dans un autre article), en passant par les mentalités et la création de l'identité de citoyen.*

Le contrôle peut prendre les formes les plus diverses dans notre société, telles que la collecte d'informations, la répression brute des comportements jugés inappropriés, ou encore la recherche plus subtile de consentement. Ainsi, quand nous parlons de contrôle, la responsabilité n'est pas à chercher dans une structure unique, mais bien plutôt dans l'ensemble de la société et dans chacun de ses organes (bureaucratie, police, contrôleurs, vigiles, politiques et même simples citoyens).

Le contrôle ne réside donc pas seulement dans l'application des moyens les plus évidents de faire respecter des contraintes sociales telles que les lois ; il passe aussi par la prévention de comportements nuisant au bon fonctionnement de la société, par exemple par le chantage au travail : aucune loi n'oblige à travailler, pourtant la survie quotidienne devient un problème insoluble pour beaucoup de celles et ceux qui ne travaillent pas.

Refuser ce régime, tout simplement ne pas pouvoir le supporter, ou encore se révolter, nous expose à la punition par de nouvelles restrictions, des amendes à payer (par le travail) ou parfois par la prison.

D'ailleurs, notre monde ressemble de plus en plus à une prison, un environnement sous contrôle, dans lequel la vie qu'on nous autorise et qui nous est destinée est une vie de travail, de distraction et d'habitat, toujours dans les limites de la légalité que nous impose la société. Dans cette prison, la cour de promenade se compte en week-end, en jours fériés et en vacances ; l'isolement se reflète dans nos rapports aux autres, vécus à distance et caractérisés par l'utilisation massive de moyens de communication qui ne servent pas tant à abolir les distances géographiques qu'à dépasser des barrières existentielles ; les murs et les barreaux s'érigent à travers le train-train quotidien qui nous oblige à fréquenter les mêmes lieux, à répéter les mêmes trajets.

Il suffit, pour prendre conscience des murs et des chaînes invisibles, de se retrouver (plus ou moins volontairement) du mauvais côté de leurs lois et de leur morale, ou de refuser de se plier au chantage du travail. On voit alors se déclencher leur appareil répressif.

Si le travail, la consommation et le logement se trouvent au centre de notre société et de notre mode de vie, nous pouvons faire l'hypothèse que le contrôle se voit lui aussi particulièrement concentré dans les lieux physiques de travail, de consommation et de logement, tout comme sur les trajets qui conduisent de l'un à l'autre (comme dans les transports publics). Il devient alors facile d'identifier quelques-uns de nos « matons » volontaires ou involontaires. Ce sont effet celles et ceux qui nous contrôlent dans ces aspects de nos vies : les chefs et les collègues de boulot qui vérifient la productivité horaire à assurer ; les contrôleurs dans les transports en commun, qui ajoutent à l'horrible obligation de travailler tous les jours, la mauvaise blague de devoir payer pour se rendre sur son lieu d'exploitation ; la famille en tant qu'institution, qui est l'un des fondements de cette société assurant la reproduction de ses valeurs et fait pression pour que nous ne prenions surtout pas le « mauvais chemin » de la subversion ; les vigiles dans les supermarchés qui tentent de nous empêcher de prendre part à la répartition des richesses et prétendent garantir que l'argent qui se trouve dans nos poches arrive bien dans celles de nos exploités.

Sans oublier la police, garante des lois de l'Etat qui se charge de nous contrôler dans tous les autres aspects de nos vies.

Voilà quelques-uns des « matons » auxquels nous sommes confrontés, si nous aspirons à une société réellement libre, une société sans contrôle, dans laquelle chacun, chacune serait responsable de ses choix et de ses décisions, sans devoir être contrôlé par les autres. Nous devons nous débarrasser de ces matons pour pouvoir détruire la prison sociale et emprunter le chemin de la liberté.

# SANS ILLUSIONS...

NN, Zurich, octobre 2012

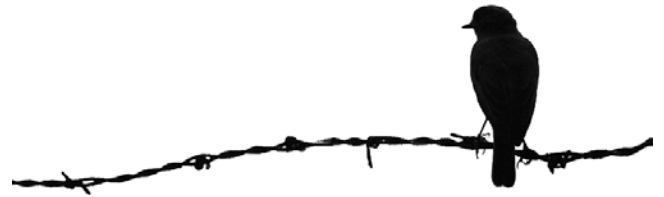
*Nous sommes contre les processus qui font de cette ville un endroit toujours plus inhabitable. Contre l'occupation policière des quartiers, l'aménagement de la surveillance et l'architecture carcérale. Contre les « projets de revalorisation » qui sont imposés au service de l'économie et des riches, sur le dos des pauvres. De la Weststrasse à l'Europaallee en passant par la construction du nouveau centre de police et de justice (PJZ). Cependant, nous pensons que se contenter de dire « non » n'apporte rien sans intervention active et directe. Mais qu'entendons-nous par là ?*

*Ne nous faisons pas d'illusions.* Les protestations qui visent à « manifester un désaccord » et « exercer une pression » n'ont jamais produit de réels changements. Ce qui a pu être obtenu, ce sont tout au plus quelques concessions que ceux qui jouent aux chefs de nos vies et de notre environnement ont la condescendance de nous octroyer, pour nous calmer à nouveau. Mais ces concessions ne sont faites que dans la mesure où elles sont compatibles avec leurs intérêts, ce qui signifie au fond ne rien changer fondamentalement. Sinon leur réponse est purement et simplement la répression.

Si nous voulons intervenir contre ces processus qui amènent toujours plus cette ville selon les exigences du capital et de ses intérêts (plus lucrative, sans heurts, propre, contrôlée, fonctionnelle, morte...), alors nous ne devons pas, si nous voulons vraiment arriver à quelque chose, déléguer cette intervention à un quelconque politicien, en nous limitant nous-mêmes à un rôle de lobbyiste. Nous devons prendre en main cette intervention, exactement de la même manière que nous voulons reprendre en main notre vie et le monde que l'on nous a arraché. Et comment empêcher l'expulsion de toute une avenue, la démolition de nos domiciles, la construction de nouveaux complexes immobiliers comme le PJZ ou l'Europaallee qui, dirigés contre nous, visent à introduire toujours plus de contrôle ou une couche de population plus rentable dans ces quartiers ? Comment empêcher cela en ne voulant nous fier qu'à nous-mêmes ?

A travers le refus, le sabotage et l'attaque directe contre les intérêts des responsables ! En faisant tomber le voile de l'irresponsabilité et en intervenant contre ceux qui réalisent ces projets d'expulsion, d'exploitation et d'enfermement et qui en tirent profit. Des entreprises de construction et de démolition aux architectes, en passant par les politiciens et les administrateurs. Ce sont eux qui réalisent ces projets et c'est à travers eux que nous pouvons les saboter et les bloquer.

*Là non plus nous ne devons pas nous faire d'illusions.* Ces moyens ne permettent pas toujours d'empêcher efficacement les projets des colosses du pouvoir. Mais avec ces moyens a lieu un véritable changement, qui ne réside pas



dans la réalisation ou l'empêchement d'un projet, mais dans les rapports que nous développons dans la lutte. Les rapports entre nous, par l'auto-organisation, la solidarité et la complicité. Les rapports à nous-mêmes, par la perception de notre force en tant qu'individus. Les rapports au monde par l'insoumission et le bouleversement des rôles passifs qui nous sont imposés. Ce genre de rapports va à l'encontre du fonctionnement de ce monde, et c'est seulement par eux que se développe une force qui peut finalement réussir à renverser profondément le monde en place. Ce qui change alors vraiment quand nous prenons en main l'intervention contre ces projets de développement urbain comme contre tout ce qui ravage nos vies, en passant à l'attaque, c'est le sentiment de ne plus vivre comme de simples pions dans un monde imposé – et d'expérimenter notre liberté dans la révolte.

★

7

Le nouveau « Centre de police et de justice » (Polizei- und Justizzentrum) qui doit être construit à la place de l'ancienne gare de marchandises (début de la démolition en 2013) rassemble dans un même bâtiment 30 commissariats existants, différents organismes répressifs et 300 places de prison. Ils avancent comme argument le besoin de plus de sécurité et parlent même de « volonté populaire ». Mais de la volonté de qui, de la sécurité de qui, s'agit-il ici ? Finalement, qui a intérêt à enfermer les gens qui nuisent au bon fonctionnement de cette société ? Sûrement ceux qui profitent de l'économie, et non ceux dont ils exploitent la force de travail. Certainement les riches et les gouvernants, pas les pauvres et les gouvernés ! Au fond, il s'agit ici de la sécurité de nos oppresseurs, qui sont absolument en droit de craindre le vol chez ceux qu'ils poussent dans la pauvreté, de craindre la colère de ceux qu'ils exploitent et rabaissent chaque jour, de craindre les révoltes de ceux dont ils volent la liberté et qui sont encouragés par les soulèvements en Grèce et en Afrique du Nord. Et de cette sécurité, de la sécurité de nos oppresseurs, nous n'en avons rien à foutre ! Si nous préférons répandre la solidarité, l'autonomie et la liberté au lieu de la répression, la contrainte et l'autorité ; si nous répugnons autant à commander qu'à obéir, à enfermer d'autres individus qu'à être enfermés nous-mêmes, alors perturbons, bloquons, empêchons la construction de cet horrible complexe carcéral de verre et de béton froid ! Les responsables de la réalisation de ce monument à la soumission sont tous ceux qui décident d'y participer. Que ce soit les politiciens ou les architectes, les entreprises de construction et de démolition, les administrateurs, ou tout simplement les flics eux-mêmes. Et ces responsables ont des visages, des noms et des adresses...

*Pour une vie de liberté, sans prisons ni police ni justice !*

# INSURRECTION

Nous n'avons pas besoin d'accepter les circonstances qui nous sont imposées. Pas non plus les règles du jeu dominantes pour y changer quelque chose. Nous n'avons besoin de personne à qui mendier des concessions. Nous avons la capacité de nous rebeller. Nous avons la possibilité de nous procurer ici et maintenant ce que nous voulons. Pour cela, nous n'avons pas besoin d'autres justifications que la colère pour la liberté que l'on nous vole.

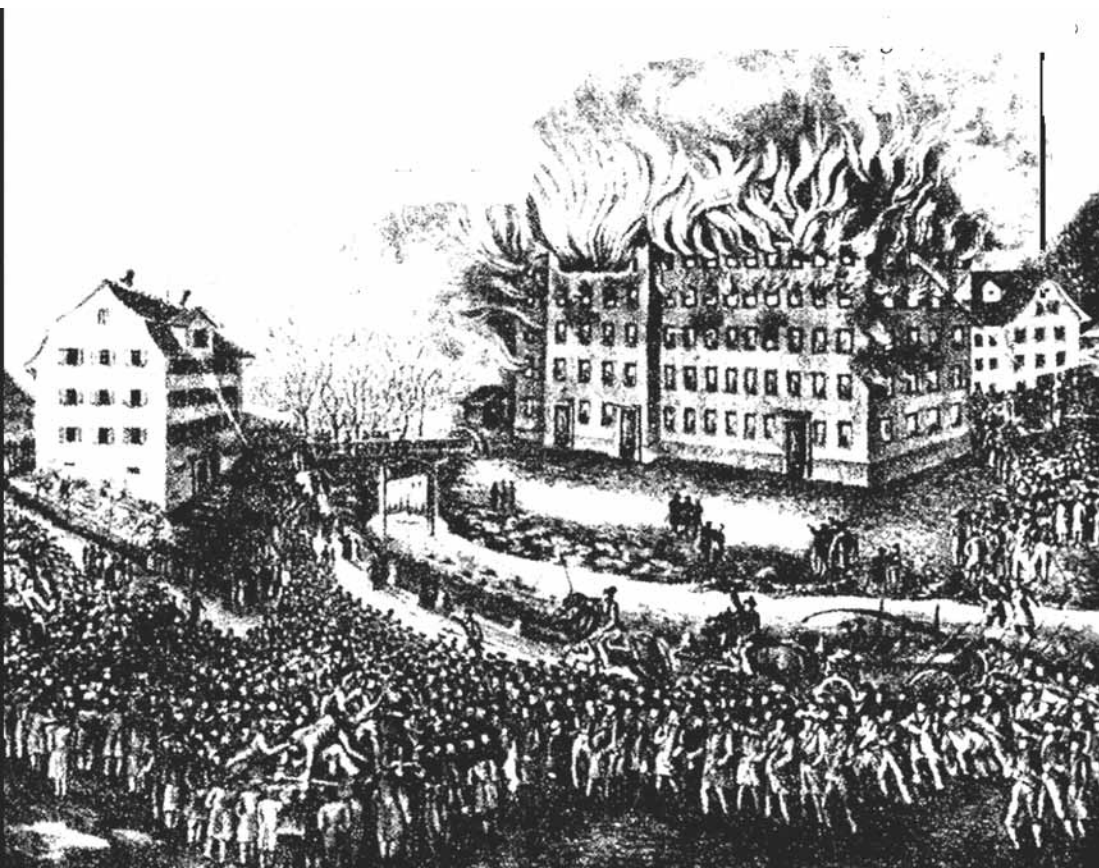
Nous n'avons pas besoin de politiciens, de partis et d'organisations. Nous pouvons organiser nous-mêmes nos luttes. Nous ne devons pas vendre notre dignité dans des négociations, nous pouvons entrer en conflit avec nos oppresseurs, et même sans compromis. Nous n'avons pas besoin d'attendre et de déléguer à d'autres. Nous avons la possibilité d'attaquer nous-mêmes et concrètement ce qui fiche en l'air nos vies.

C'est une vieille question. Et pourtant, elle se retrouve justement aujourd'hui de nouveau sur la

table, fière et courageuse. Elle rebondit de pays en pays, laisse des traces derrière elle et ébranle les esprits. Elle est depuis toujours la terreur de ceux qui veulent commander et exploiter. Et c'est depuis toujours l'arme de ceux qui veulent la liberté.

Nous pouvons avoir recours à cette arme, si nous voulons vraiment en finir avec ce qui nous est imposé. Si nous voulons empêcher les projets dont le seul but est notre exploitation et notre oppression. Ici à Zurich, on voudrait nous imposer un nouveau Centre de Police et de Justice [Polizei- und Justizzentrum, PJZ]. Si nous voulons vraiment empêcher la construction de ce fief du contrôle et de l'enfermement, allons rejetons les règles du jeu en place, faisons place à notre courage et à notre colère et, ensemble ou éparpillés, insurgeons-nous !

## Comme autrefois à Uster, sachons détruire ce qui nous opprime



« Les fenêtres n'étaient même pas encore totalement cassées que déjà les premières bottes de paille et de branches étaient jetées à l'intérieur par plusieurs fenêtres brisées du rez-de-chaussée. Aussitôt après y fut ajouté du combustible par l'ouverture des fenêtres. La colère était à son maximum. Beaucoup étaient entrés dans l'usine par les portes et les fenêtres défoncées et s'employaient à détruire une partie des machines, à en jeter d'autres dans le ruisseau. Bientôt le feu se déclara simultanément à de nombreux endroits. L'acte était accompli. »

Extrait d'un récit de l'incendie d'Uster de 1832.